



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORET

Journée réglementation fermière

FNEC

28 avril 2016

Mise en transparence des résultats des contrôles officiels

Laurence Giuliani

Bureau des établissements de
transformation et de distribution (BETD)
DGAL/SDSSA

agriculture
gouv.fr
alimentation
gouv.fr



Sommaire

- Contexte de la mesure
- Bilan de l'étude ministérielle
- Bilan de l'expérimentation :
 - ✓ Données publiées
 - ✓ Questionnaire d'évaluation
 - ✓ Étude d'impact économique
- Modalités de généralisation





MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORET

La transparence du résultat des contrôles officiels

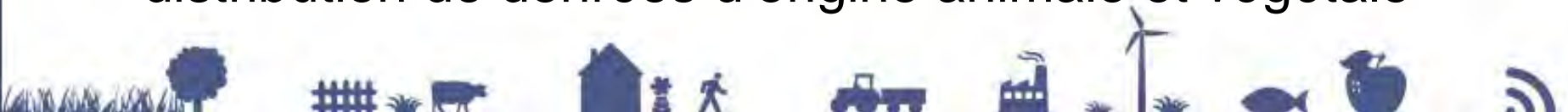
- Un **principe** qui s'impose aux autorités compétentes depuis plus de 10 ans (art. 7 du règlement (CE) n° 882/2004)
 - la plupart des pays de l'UE ont pris des initiatives en ce sens : des dispositifs divers en place ou des projets
 - des dispositifs en place dans les pays tiers
- Une **évolution** plus générale vers une plus grande transparence de l'action administrative
- Une **attente légitime** des citoyens
- Un objectif qui concourt au rétablissement de la **confiance**
 - dans le secteur alimentaire
 - dans l'action des services de l'État



Contexte réglementaire

LAAF : art. 45 I. 1^o et II

- Article L.231-1 du CRPM complété :
 - les résultats des **contrôles officiels [PNCOPA]** sont rendus publics : **tous les établissements alimentaires**
 - selon des **modalités** fixées par **voie réglementaire**
 - entrée en vigueur **dès la publication** du décret, et au plus tard au **1^{er} janvier 2016**
 - le cas échéant, la mise au point des dispositions de ce décret est précédée d'une **expérimentation**
- Choix de limiter le **champ de la mesure** aux **contrôles officiels en hygiène alimentaire** des établissements de production, transformation, transport/stockage et distribution de denrées d'origine animale et végétale





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

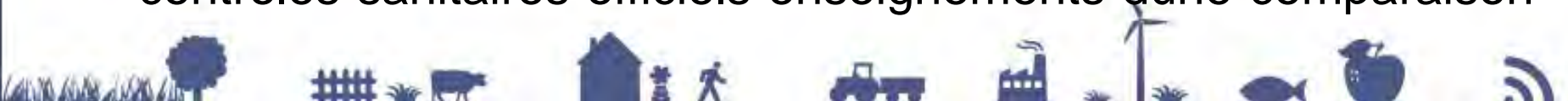
Bilan de l'étude ministérielle

agriculture
gouv.fr
alimentation
gouv.fr

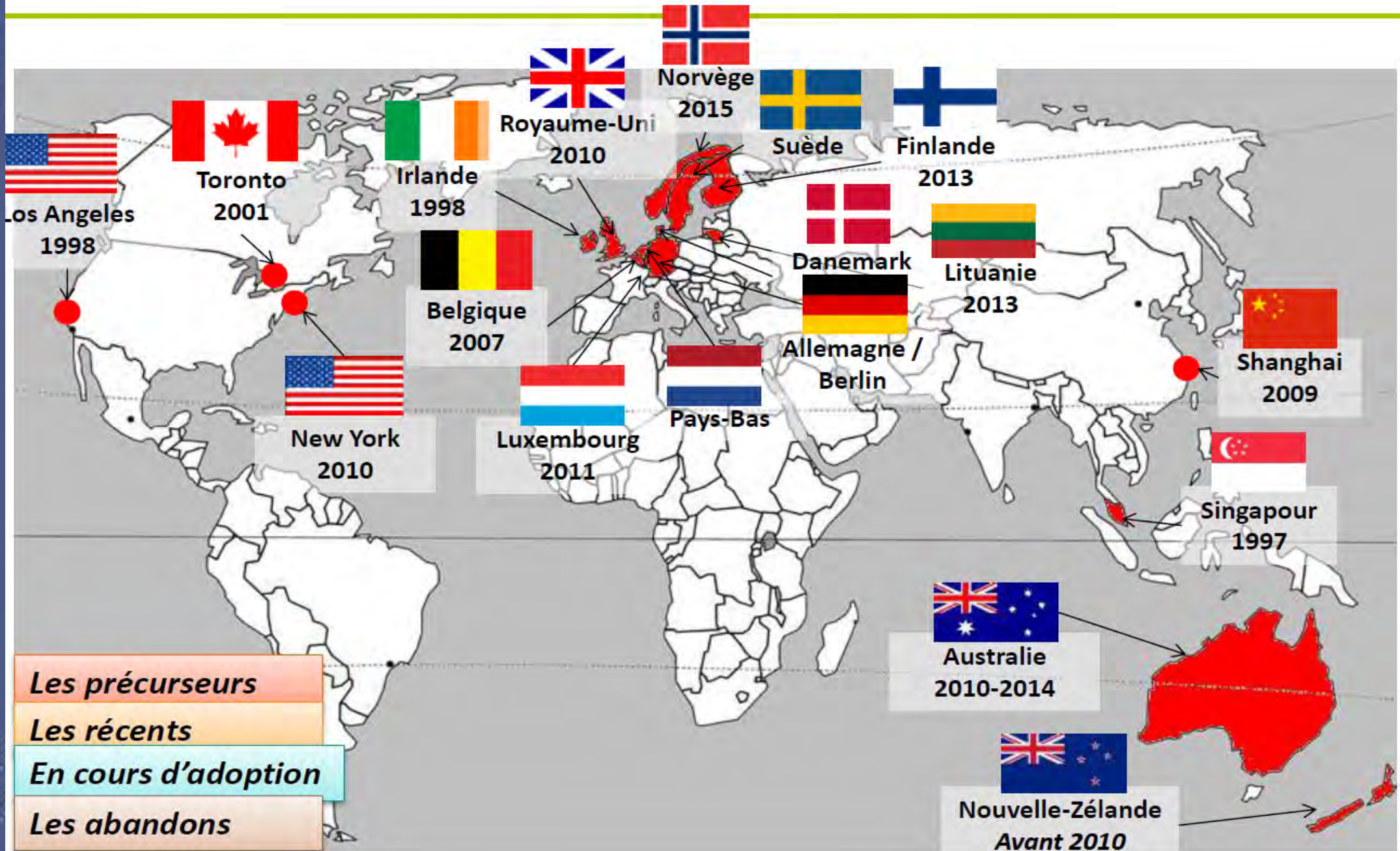


Étude ministérielle

- Objectif : définir les modalités de communication de la mise en transparence des résultats des contrôles officiels
- Durée : octobre 2014 à mai 2015
- Prestataire : Blézat Consulting
- Déroulement en 3 phases :
 - Benchmarking
 - Évaluation de la perception
 - Recommandations de dispositif
- Une synthèse de l'étude est en ligne (10 nov 2015) :
<http://agriculture.gouv.fr/diffusion-au-public-des-resultats-des-contrôles-sanitaires-officiels-enseignements-dune-comparaison>



Résultats du benchmarking





MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

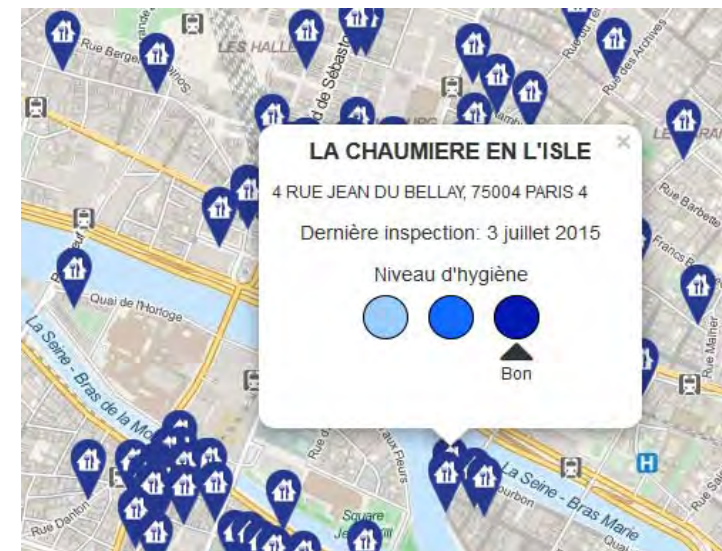
Bilan de l'expérimentation

agriculture
gouv.fr
alimentation
gouv.fr



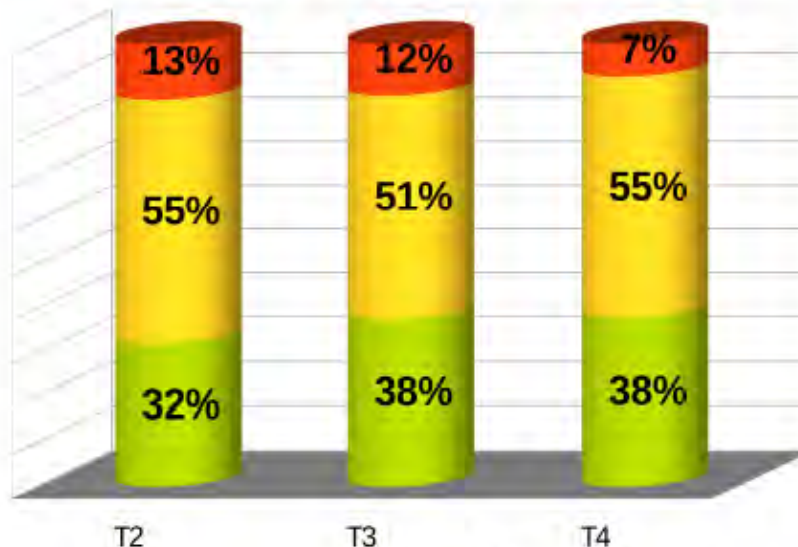
Données publiées

- Paris :
3125 inspections (2817 établissements inspectés)
- Avignon :
293 inspections (223 établissements inspectés)

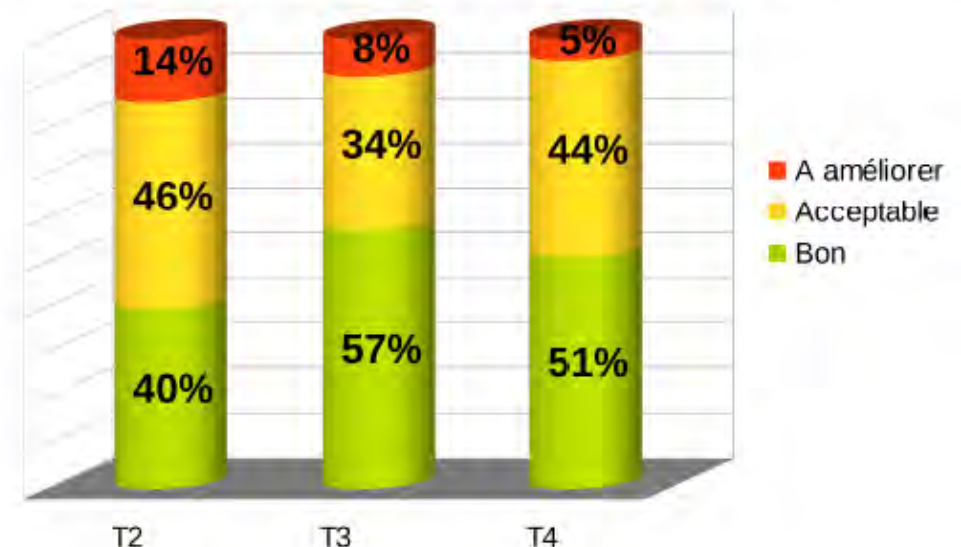


Evolution des résultats dès la 1^{ère} inspection entre le début et la fin de l'expérimentation

Evolution des résultats des contrôles officiels en 2015 en restauration commerciale à Paris



Evolution des résultats des contrôles officiels en 2015 en restauration commerciale à Avignon



↗ + 6 %

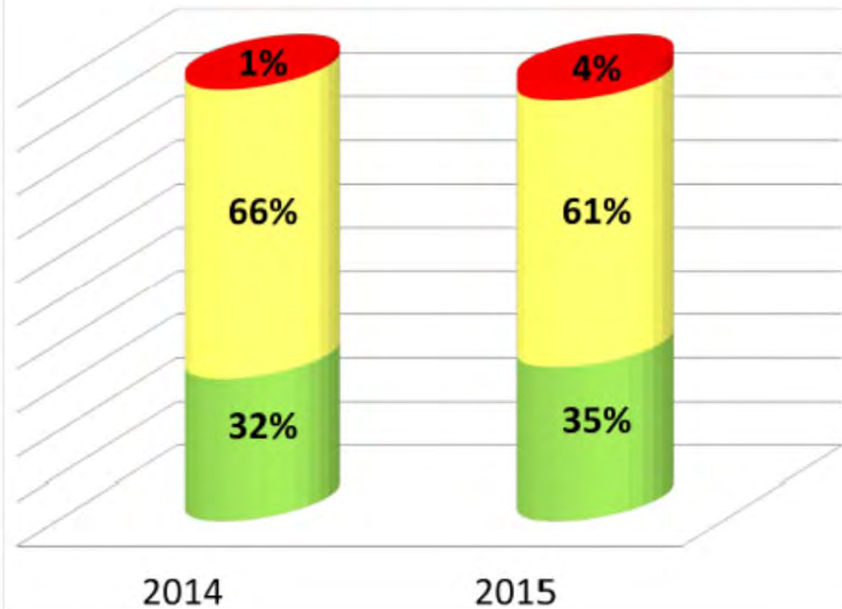
↗ + 11 %

=> amélioration spontanée du niveau d'hygiène dès la 1^{ère} inspection, donc avant le contrôle de suivi (recontrôle)

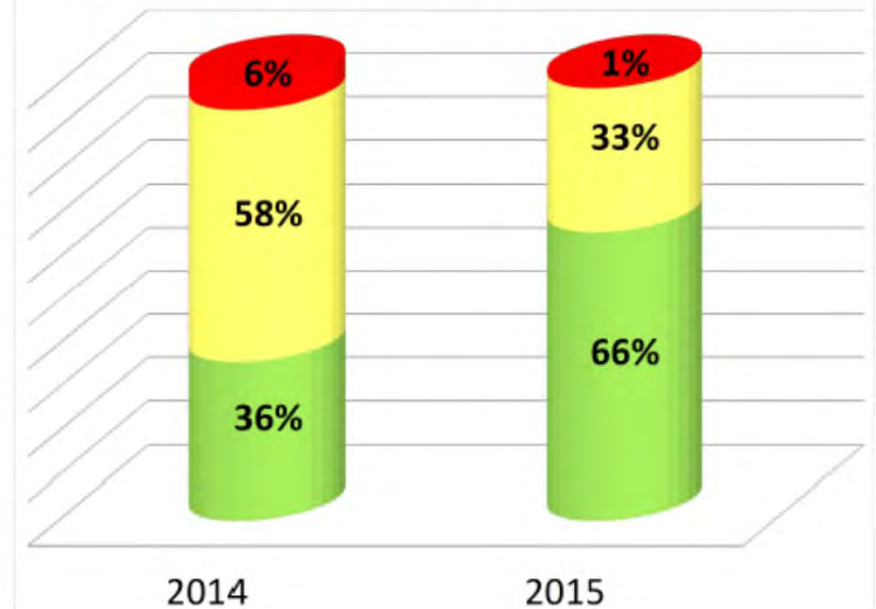


Comparaison des résultats de contrôle 2014 et 2015

Comparaison des résultats des contrôles
en restauration commerciale entre 2014 et 2015 à Paris



Comparaison des résultats des contrôles
en restauration commerciale entre 2014 et 2015 à Avignon



↗ + 3 %

↗ + 30 %

=> amélioration de la réactivité des professionnels
dans le traitement des non-conformités





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

Modalités de généralisation



Mentions d'affichage

Lien avec l'évolution des méthodes d'inspection et
**l'harmonisation de la politique de suites
en SSA**

Mention du niveau d'hygiène

- **A** : Pas de suites = **Très satisfaisant**
- **B** : Avertissement = **Satisfaisant**
- **C** : Mise en demeure = **A améliorer**
- **D** : Fermeture administrative ; suspension/retrait d'agrément = **A corriger de manière urgente**

Durée de publication = 1 an



Affichage en devanture

- Volontaire puis obligatoire au 1^{er} janvier 2018 pour le secteur de la remise directe et de la restauration collective => en cas de défaut : amende forfaitaire de 3^{ème} classe (68 €)



+ ajout du
cachet de la
DD(CS)PP/
DAAF/
Préfecture



Dispositions prévues : lien avec la politique de suites



MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORÊT

**Ventilation
en
4 classes**

**Valorisation
A
(sans suite)**

Évaluation globale figurant sur le rapport d'inspection	Nature des suites mises en œuvre	Niveau d'hygiène mis en transparence
A Niveau de maîtrise des risques satisfaisant	Simple transmission du rapport ou compte-rendu d'inspection	Très satisfaisant
B Niveau de maîtrise des risques acceptable	Avertissement administratif	Satisfaisant
C Niveau de maîtrise des risques insuffisant	Mise en demeure	A améliorer
D Perte de maîtrise des risques (urgence)	Fermeture administrative Suspension ou retrait d'agrément sanitaire	A corriger de manière urgente

**Contrôle
de suivi
systématique**

**Niveau
d'hygiène
réévalué**

Calendrier de travail

- 2 octobre 2015 : discussion sur le projet de décret d'application de l'article 45
- 11 décembre 2015 : poursuite des discussions sur le projet de texte et premiers retours de l'étude d'impact
- 19 février 2016 : bilan de l'expérimentation (questionnaire + étude d'impact)
- 1^{er} mars 2016 : saisines SGG et CNEN
- 18 mars 2016 : avis favorable SGG
- 7 avril 2016 : avis favorable CNEN
- Juin : publication du DCE





MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
DE L'AGROALIMENTAIRE
ET DE LA FORET

Merci pour votre attention

agriculture
gouv.fr
alimentation
gouv.fr

